



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ARIÈGE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

MISSION DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET DE L'URBANISME

AFFAIRE SUIVIE PAR : MME TARTIE

TEL : 05.61.02.10.63

ARRETE PREFECTORAL

mettant en demeure la Société Les Forges de Niaux de respecter les prescriptions applicables à son usine de produits métallurgiques de Niaux -

**Le préfet de l'Ariège,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le titre 1er du Livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L. 514-1 ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel en date du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1976 autorisant la société Les Forges de Niaux à exploiter une usine de produits métallurgiques sur le territoire de la commune de Niaux, au lieu-dit « La Forge »;
- VU le rapport du 15 mai 2006 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Midi-Pyrénées, constatant notamment que la société Les Forges de Niaux ne respecte pas les dispositions des points 2.7, 2.8 et 5.2 des prescriptions jointes à l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1976 susvisé en ce qui concerne les rejets liquides de l'usine, les points de rejets et le stockage des déchets, non plus que certaines prescriptions des arrêtés ministériels des 28 janvier 1993 et 2 février 1998 susvisés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de remédier aux manquements constatés ;

L'exploitant consulté ;

SUR proposition de M. le secrétaire général,

ARRETE :

Article 1^{er} – Dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société « Les Forges de Niaux » – 09400 Niaux, est mise en demeure pour son usine de produits métallurgiques de Niaux :

- de respecter les prescriptions techniques fixées aux points suivants de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1976 susvisé :
 - 2.7 sur les rejets liquides de l'usine,
 - 2.8 sur les points de rejets,
 - 5.2 sur le stockage de déchets ;
- de se mettre en conformité avec les articles 7 et 9 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, relatifs d'une part, aux mesures de prévention des risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols et d'autre part, aux eaux pluviales ;
- de réaliser une étude foudre comme précisé à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 ;
- de respecter l'article 25 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié susvisé en déposant auprès des services préfectoraux un dossier de déclaration afin de régulariser la situation administrative de l'atelier de charge d'accumulateurs soumis à déclaration sous la rubrique n° 2925 de la nomenclature des installations classées.

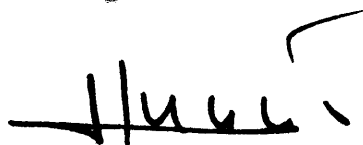
Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure dans le délai imparti, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales pouvant être exercées par ailleurs.

Article 3 – La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif. Le délai de recours pour l'exploitant est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4 – M. le secrétaire général de la préfecture de l'Ariège, M. le maire de Niaux et MM. les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Midi-Pyrénées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Foix, le - 6 JUIN 2006




YVES GUILLOT